

- **Article 2** : réintroduction encadrée de l'acétamipride.

"La censure de l'article 2, c'est une déception. Les contradicteurs de la loi ont focalisé dessus. Pour nous, cet insecticide, l'acétamipride, avait été retiré en 2018 pour des raisons politiques et pas scientifiques. Le Conseil constitutionnel juge sa réintroduction pas suffisamment cadrée, mais cela va sans doute mettre des filières agricoles dans des impasses parce que les solutions alternatives sont insatisfaisantes. C'est peut-être un signal politique fort à nombre d'entrepreneurs : notre pays n'a pas peur de perdre de la compétitivité par rapport à nos voisins européens sous prétexte de principes de précaution !"

Réaction de Jean-Alain DIVANAC'H, président de la FDSEA 29

Notre ligne : produire, protéger, dialoguer

La France **ne peut pas rester le seul pays d'Europe** à imposer à ses agriculteurs des contraintes que les autres ne subissent pas. Il en va directement de **notre souveraineté agricole et alimentaire**.

Où est la cohérence politique quand, d'un côté, on exige des agriculteurs français qu'ils respectent **les normes de production les plus strictes au monde**, au nom d'une agriculture durable et performante, et que, de l'autre, on **ouvre grand nos frontières à des importations massives** qui n'en respectent aucune et échappent à tout contrôle avant d'arriver dans nos assiettes ?

Cet **affaiblissement constant** de notre agriculture doit cesser — qu'il s'agisse des moyens de production ou des accords de libre-échange comme le **Mercosur**, qui menacent notre avenir. Car si notre agriculture disparaît, les Français perdront toute maîtrise sur leur alimentation.

Nous entendons les préoccupations exprimées dans le débat public sur la santé, l'environnement et la qualité de l'alimentation. Mais nous **refusons les caricatures** qui font des agriculteurs des ennemis de l'environnement. C'est tout l'inverse : **nous en sommes les gardiens** au quotidien. Le terrible incendie dans l'Aude en est la preuve : lorsque l'agriculture recule, plus rien ne freine la progression du feu.

Nous voulons continuer à produire **une alimentation saine, durable et accessible**, sans mettre en danger notre santé, nos revenus, ni notre compétitivité face à des productions étrangères bien moins encadrées.

Et maintenant ?